

# Le capitalisme, vecteur de destruction des nations



Les gens sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants, pour le leur aussi. Des nuages lourds de menace ne font que s'accumuler au-dessus de leurs têtes : paupérisation rampante, pollution cancérigène, islamisme sanglant et depuis peu la guerre à l'Est. Ils recherchent en vain une explication unifiée dans le brouillard idéologique ambiant. Or il existe, ce verbe funeste, ce principe originel qui explique tous ces phénomènes délétères... c'est le capitalisme.

Si on se défait de l'idée idiote selon laquelle le capitalisme, c'est l'économie et l'économie, c'est le capitalisme, alors tout devient nettement plus clair. En effet, la propriété n'a pas toujours été de tout temps exclusivement privée, pour preuve les biens communs du Moyen Âge. Le protectionnisme n'est que depuis peu une sorte de tabou en économie : il était la règle au XIX<sup>e</sup> siècle. Et un État qui protège et promeut ses multinationales, ça existe

encore... sauf en France (l'exemple des F35 versus le Rafale est assez éclairant). La source du problème français, c'est la conception erronée que partagent les gens en matière économique (et non le marxisme culturel, comme l'ânonne les droitards).

## Évocations

Le capitalisme transforme les citoyens, tantôt en machine quand il s'agit de produire (les trois 8 d'usine), tantôt en bétail à gaver, quand il s'agit de consommer.

Le capitalisme produit un tas d'objets ineptes, vulgaires (porno-marketing), fragiles et polluant, voire parfois mortellement dangereux (voir l'exemple des opioïdes aux États-Unis).

Le capitalisme ne produit pas d'objets utiles et bon marché, comme par exemple la voiture à 5 000 euros (max 90 km/h, pas de climatisation)... tout simplement parce que les capitalistes n'y trouveraient pas leurs intérêts.

Le capitalisme met en compétition le prolo européen avec le prolo asiatique, qui travaille, lui, 12 heures par jour, 7 jours sur 7 pour 1 euro/heure en PPP (*purchasing power parity*).

Le capitalisme achète des politiciens pour jouir de lois (fiscales, environnementales, sociales...) faites sur mesure.

Le capitalisme finance des dictateurs là-bas (pour protéger leurs rentes). Conséquence ? Paupérisation là-bas et donc immigration ici.

Le capitalisme favorise l'immigration (subsidés aux associations gauchistes) pour donner plus de moyens de pression au patronat, afin de faire baisser les salaires.

Le capitalisme finance des mouvements subversifs là-bas pour influencer sur leurs politiques nationales et ainsi augmenter

leurs parts de marché.

Nonobstant, le capitalisme continue de régner sans partage sur les consciences, précisément parce qu'il produit cette sorte de brouillard idéologique qui aveugle les masses :

La concurrence loyale est un mythe : outre les situations structurelles de quasi-monopole, tous les coups sont permis dans le monde des affaires (mafieuses ?) : délit d'initié, pots-de-vin, espionnage industriel, meurtres...

Sans capitaux propre (l'héritage de la ma-tante restée vieille fille), le prolo ne peut s'extraire de sa condition... car on ne prête qu'aux riches.

Le marché comme système de régulation des flux de marchandises et financiers ne permet pas une allocation optimale des ressources (chômage, gaspillages, frustrations...)

La spéculation financière incarne la métastase du capitalisme, et non une source de financement pour les entreprises.

Le capitalisme n'est pas pour la liberté et le bonheur des peuples, il est pour l'absence de contraintes (notamment morales : mariage homo, travail des enfants...), le caractère « sympa » du capitalisme est une illusion (les pays de l'Est l'ont bien compris, désormais).

Les économistes capitalistes (de droite donc) vous sortent toujours des modèles mathématiques très élaborés qui étayent leurs propos, mais ceux-ci ne sont opérants que si on vit aux pays des licornes, des elfes et des trésors cachés aux pieds des arcs-en-ciel. Car les conditions requises pour valider leurs hypothèses sont absolument irréalistes, ce qui fait d'eux des charlatans patentés.

Pour s'en sortir ? Le communisme bien compris. À savoir un protectionnisme aux frontières nationales ET un État qui planifie le développement économique de la Nation, peu ou

prou. En lui préférant le capitalisme, les gens font leur propre malheur. Qu'ils aillent au diable !

**Geoffrey Delavallée**, néo-communiste gaulois belge